



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Pour un prix du lait équitable national

«Ce n'est pas un désir, mais une nécessité!»

«Irréaliste, utopique, populiste, polémique, radical, trop militant, rebelle,...» sont une partie des qualificatifs dont les agriculteurs syndicalistes d'IG-Milch ont été affublés lorsqu'ils ont lancé, il a trois ans, leur campagne nationale pour un prix du lait équitable. Alors que les prix «officiels» du marché du lait payé aux producteurs autrichiens fleuretaient avec les 28 cts d'€ par litre, ils ont osé scander et affirmer: «40 cts d'€, ce n'est pas un désir, mais une nécessité!» Aujourd'hui, à travers leur initiative «A Faire Milch» et grâce à des alliances larges avec différents acteurs militants de la société et une excellente campagne de sensibilisation, ils ont réussi à propager et à légitimer leurs revendications auprès du grand public. Aujourd'hui, le chiffre des «40 cts» est non seulement imprégné fermement dans les mémoires des producteurs, mais également d'un nombre toujours plus conséquent de consommateurs.

Par le truchement de l'European Milk Board (EMB), l'expérience d'IG-Milch a résonné dans toute l'Europe! La revendication paysanne pour des prix équitables fait réfléchir...et pas seulement dans le secteur laitier! Dans le sud de l'Allemagne, une organisation de producteurs de viande est en train d'étudier la faisabilité d'une telle entreprise. Et pourquoi ne pas en faire de même avec les céréales, les légumes ou l'ensemble des filières?

En Suisse, Uniterre et l'organisation de producteurs BIG-M sont partenaires dans les actions de revendication pour un prix du lait équitable. En Suisse-àlémannique, de nombreux panneaux «Faire Milch» fleurissent d'ailleurs déjà le long des routes et aux abords des fermes. Cette action semble être accueillie favorablement par les producteurs et suscite déjà maints débats dans divers milieux, agricoles ou non. C'est donc très encourageant.

En Suisse-romande, cette action n'est pour l'instant pas reprise telle quelle par Uniterre pour une raison simple: les panneaux revendiquent bien un prix du lait équitable mais n'en mentionnent pas le chiffre! Ils ne

www.faire-milch.ch

**BAUERN
brauchen einen
FAIREN**

MILCHPREIS



Les panneaux que l'on peut trouver dans les champs en Suisse.

transmettent donc pas aux consommateurs le prix qui est perçu par les producteurs comme équitable ou non ! Cette absence est sans doute liée à un manque de coordination entre les différentes filières laitières. Dans ces conditions, le risque que le prix équitable soit défini entre acheteurs et producteurs ou pire encore, seulement par les acheteurs n'est pas à négliger! En effet ceux-ci pourraient très bien définir ce qu'ils entendent par équitable et chercher ainsi à l'imposer lors des négociations.

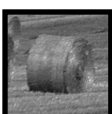
Dans un tel cas de figure, quelle serait notre marge de manœuvre si Elsa, Emmi ou d'autres déclaraient à leurs clients, les consommateurs, qu'ils paient déjà leurs producteurs de lait à un prix jugé équitable pour la simple et bonne raison que les accords conclus avec eux ont été approuvés par l'ensemble des parties concernées? Comment pourrions-nous ensuite nous battre pour un prix que nous n'avons pas

réussi à déterminer?

Il est donc désormais extrêmement important que l'on définisse ensemble, entre organisations paysannes, notre prix équitable national avant d'étendre la campagne! Ce travail sera sans doute une de nos priorités pour ces prochaines semaines. En attendant et pour lancer le débat, nous estimons qu'il serait difficile, dans les conditions actuelles de production, de revendiquer un prix qualifié d'équitable inférieur à 1.00 Fr/litre...

A Faire Milch est un magnifique projet qui doit être construit, réfléchi, pensé et finalement réalisé par et pour des paysans. Ses répercussions pourraient être bénéfiques à tous, nous l'avons vu en Autriche...mais il reste du pain sur la planche...et bientôt une bûche de Noël à déguster!

L'équipe d'Uniterre



Rétrospective

Coup de projecteur

Page 2



ESB

Fin du juridique

Page 3



Faire Milch

Un beau projet

Page 4



Libre-échange

L'Europe en question

Page 6

REVUE 2006

Coup de projecteur sur les quelques mois écoulés

Marché laitier

Votre syndicat a interpellé à plusieurs reprises les organisations professionnelles pour les rendre attentives au risque d'atomisation de l'offre. Aujourd'hui 27 organisations et demain 33 ou 35. Serons-nous capables d'affronter le marché? Avec nos collègues alémaniques de BIG-M nous avons appelé, à la veille des négociations, à une augmentation de 3 à 5 centimes du prix du lait. Cette hausse est justifiée par une demande supérieure à l'offre, un manque de fourrages et de remonte ainsi qu'une situation

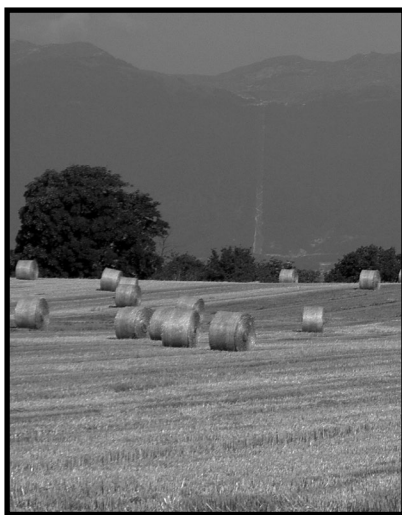


financière difficile des paysans. Pourtant les acheteurs cherchent à compenser la baisse du soutien au marché par une baisse du prix du lait au producteur. Cette spirale descendante des prix ne peut continuer alors qu'ailleurs, d'autres collègues sont capables de maintenir, voire d'augmenter le prix du lait. C'est dans cette optique qu'Uniterre a invité successivement les collègues autrichiens et canadiens et croit qu'il est possible de réaliser un prix sur le marché suisse. Les contacts avec les collègues suisses allemands restent aussi une priorité. Rendez-vous en 2007!

Marché des grandes cultures

Il est vrai qu'Uniterre s'est fortement axé sur le lait ces derniers temps, mais ce n'est pas pour autant qu'il se désintéresse des autres productions. Nous suivons de près les différents marchés et nous avons entamé des discussions avec IP Suisse. Nous nous opposons au sacrifice des grandes cultures prévu par PA 2011. Nous estimons que ces productions ont un rôle indispensable dans l'équilibre agricole. La dépendance croissante en protéine végétale est un problème auquel nous devons remédier en cherchant à augmenter notre taux d'auto-provisionnement pour l'alimentation du bétail et non en le réduisant. De plus, il est difficile de comprendre

des décisions administrées de baisse de prix alors que sur le marché mondial, les prix flambent en raison de la bulle spéculative (?) des biocarburants. Il se peut que les prix mondiaux rejoignent les prix suisses et non l'inverse.



Politique agricole suisse

Après avoir pris position en décembre 2005 sur le projet PA 2011 du Conseil fédéral, Uniterre a suivi de près l'évolution du dossier. Nous nous sommes également exprimés sur différentes consultations touchant l'agriculture comme les ordonnances sur les produits de montagne et fermiers, la nouvelle loi sur la protection des animaux, l'annexe vétérinaire, l'accord de libre-échange avec l'Union européenne ou encore les modifications du droit foncier rural. Nous avons également participé à plusieurs rencontres et réflexions sur la politique agricole organisées par divers milieux. Lors de notre assemblée générale du mois de mai, nous avons décidé de soutenir activement la pétition contre PA 2011. Cette pétition est un outil très utile pour approcher les citoyens et les sensibiliser aux réalités paysannes. Fin novembre, plus de 25'000 signatures avaient été récoltées.

Agriculture contractuelle

Uniterre a soutenu les projets qui ont émergé ces 5 dernières années. Depuis 2 ans, plus de 10 nouveaux projets ont été lancés. Pour un syndicat comme Uniterre ces projets revêtent une importance même si le volume des ventes reste marginal. Il permet de rapprocher consommateurs et producteurs, de fixer un contrat qui détermine le prix, la qualité, la quantité et la période de livraison tout en payant le produit à l'avance. Les débats qui entourent ces projets permettent aux paysans de se réappropriés des responsabilités, de mieux maîtriser les filières et de travailler en complémentarité. Depuis cet automne, une plate-forme des différents projets

existant en Suisse romande est animée par Uniterre.

Plates-formes

- Stop-OGM poursuit son activité d'information et de sensibilisation durant les 5 années clés du moratoire. Il s'agit en effet de ne pas s'endormir sur nos lauriers. De nombreuses organisations ont rejoint le groupe. Uniterre est membre du bureau.

- En ce qui concerne les conditions sociales dans l'agriculture (tant pour les familles paysannes que pour les employé-e-s), nous continuons notre travail au sein de la plate-forme sociale afin de construire avec les syndicats des propositions réalistes.

International

Uniterre a été très actif ce printemps et cet été sur les aspects liés à l'OMC. Nous avons co-organisé et participé à des mobilisations contre les accords du round de Doha avec nos collègues de La Via Campesina/CPE et d'autres mouvements en Suisse. Nous demeurons également préoccupés par les accords bilatéraux de libre-échange à l'exemple de celui en discussion avec l'Union européenne. Il ne suffit pourtant pas



de dénoncer des accords, il faut aussi être force de propositions. Sur ce plan nous soutenons depuis plusieurs années le concept de la souveraineté alimentaire comme une alternative à ce qui se passe actuellement sur les marchés internationaux. Nous avons également poursuivi nos rencontres sur le plan européen avec les producteurs de lait favorables à une augmentation du prix du lait et à l'utilisation de la grève du lait comme moyen de pression en cas d'échec des négociations.

Communication, alliances

Uniterre est souvent sollicité par le monde agricole ou d'autres milieux

pour apporter son point de vue dans différents débats. Ces conférences, tables-rondes ou travaux de groupe sont autant d'occasions pour mieux faire connaître les visions d'Uniterre.

Uniterre poursuit sa ligne qui est celle d'être présent tant sur les marchés que dans les choix de politiques cadres. Nous voulons être une force de propositions au sein d'autres organisations paysannes, mais aussi au sein de milieux non agricoles qui représentent une part toujours plus importante de la population suisse. Sur le plan international nous maintenons nos liens avec la Coordination paysanne européenne et La Via Campesina. Si les paysans représentent que 3% de la population sur le plan suisse, nous sommes encore 50% sur le plan mondial.

Nous varions également notre manière de communiquer. Nous sensibilisons nos interlocuteurs lors de séances, nous répondons par écrit à des consultations et nous descendons également dans la rue. Cela a été le cas lors de nos actions symboliques devant l'OMC et l'Office de la santé publique pour la grippe aviaire ou plus récemment à Fribourg pour le soutien des filières. Actions relayées par la presse.

A votre écoute !

Pour 2007, Uniterre s'est fixé comme axes forts:

- Agir sur le marché laitier pour un prix équitable à l'exemple des autrichiens.
- Agir pour une augmentation des prix des différentes productions.
- Continuer à thématiser l'augmentation du nombre de paysans et suivre le dossier PA 2011.
- Approfondir les alternatives aux échanges non équitables de l'OMC, telle que la souveraineté alimentaire comme un gage d'un secteur agricole vivant sur les différents continents.
- Développer des campagnes de communication à court, moyen et long termes.

Mais nous avons aussi besoin de vos points de vue et idées! Nous vous rappelons qu'il existe plusieurs commissions thématiques telles que le lait, les grandes cultures etc. Ces commissions peuvent être convoquées à la demande dès qu'un thème doit être étudié plus à fond et des actions proposées. N'oubliez pas que vos sections cantonales sont un excellent relai pour vos demandes! N'hésitez donc pas à participer aux rencontres de votre section, de lancer un coup de fil au secrétariat ou de nous envoyer un mail. Le comité et le secrétariat sont là pour répondre à vos attentes.

Pour le bureau, V. Hemmeler

ESB

Il est temps de clore le dossier juridique

Après réflexions et conseils de l'avocat suivant le dossier sur l'ESB, Uniterre et Agora ont pris la décision de renoncer à faire recours auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme. Il nous reste aujourd'hui à vous remercier de votre engagement. 2'206 agriculteurs ont eu le courage de déposer plainte contre la Confédération. Même si nous avons perdu devant les Tribunaux, nous sommes sûrs que notre action a été bénéfique pour améliorer la gestion des crises par la Confédération. Retour sur l'année 2006 !

Retour sur les faits

Par décision du 29 avril 2004, la Commission fédérale de recours en matière de responsabilité de l'Etat avait admis la plainte ESB déposée en 1997 par 2'206 paysans contre la Confédération. La Commission de recours avait jugé que la Confédération avait pris tardivement les mesures de lutttes appropriées contre l'ESB à différentes époques depuis 1988, et qu'elle avait en conséquence une part de responsabilité à chiffrer dans les graves répercussions économiques de la crise ESB supportées par les 2'206 plaignants.

Le Tribunal fédéral a annulé en mai 2006 la décision de la Commission fédérale de recours et libéré en dernière instance la Confédération de toute responsabilité dans cette affaire.

Uniterre et Agora n'ont pu que déplorer cette décision, qui pose d'ailleurs presque plus de questions qu'elle n'en résout. Il faut constater en premier lieu qu'il a fallu plus de 9 ans de procédures pour arriver à une décision finale sur le plan juridique suisse, une lenteur exceptionnelle qui souligne la très grande difficulté à mettre en cause certaines instances fédérales, comme s'il y avait une sorte de dogme d'infailibilité, une impossibilité à reconnaître des erreurs et des lacunes dans le fonctionnement de l'Etat. Il a fallu en particulier plus de deux ans au Tribunal fédéral pour rendre sa décision, une temporisation remarquable venant de la part de juges qui stigmatisent volontiers les lenteurs d'autres instances, par exemple cantonales.

Étonnement

En ce qui concerne la lecture des considérants du Tribunal fédéral, Uniterre et Agora n'ont pu exprimer au mois de mai d'autres sentiments que l'étonnement, le scepticisme et le malaise. Pourquoi?

En premier lieu, l'étonnement devant la pauvreté des arguments juridiques de la décision du Tribunal fédéral, qui a procédé à une lecture très sélective des pièces du dossier, retenant plus volontiers celles produites par la Confédération et écartant ou ignorant d'autres pièces favorables aux 2'206 agriculteurs plaignants. L'arrêt du Tribunal était de pure appréciation, de stricte opportunité, et il ignore de surcroît totalement plusieurs avis de droit figurant au dossier.

De même dans la prise en considération de l'argumentation des instances fédérales concernées, le Tribunal fédéral

semblait n'avoir pris aucun recul ni abordé les positions et les explications de la Confédération avec le même esprit critique que vis à vis des plaignants. La lecture sélective peut être illustrée par la problématique de la contamination croisée dans les moulins. Selon l'arrêt, celle-ci ne serait apparue qu'en 1996 et comme pure hypothèse seulement alors. En réalité, de nombreuses pièces produites par les agriculteurs au fil de la procédure démontrent que déjà en 1996, puis encore en 1997, 1998 et 1999, les signaux d'alerte clignotaient de plus en plus au rouge vif. Mais ce n'est qu'en 2000 que la Confédération s'est enfin résolue à prendre les mesures drastiques qui s'imposaient depuis plusieurs années.

Scepticisme et malaise



Aujourd'hui les producteurs suisses possèdent des troupeaux sains et espèrent ne pas devoir revivre de telles crises.

Ensuite c'était le scepticisme voire le malaise: le TF semble admettre qu'au vu des multiples contingences «qu'on ne saurait exiger de la Confédération qu'elle prît, pour faire face à la crise de la vache folle, en toute circonstance et en toute occasion, les meilleures décisions au meilleur moment».

Voilà une bien curieuse conception de la responsabilité de la Confédération, qui a été d'ailleurs complétée par une autre appréciation pour le moins étrange sur l'opportunité ou non de prendre une décision, dans le cas d'espèce l'interdiction d'utiliser des farines animales dans l'alimentation des ruminants dès 1988: «En conséquence, il apparaît que la mesure litigieuse ne serait pas allée sans entraîner une forte résistance des milieux concernés et qu'elle aurait certainement été mal appliquée quand elle

n'aurait pas été éludée, sans compter qu'elle aurait au surplus été difficile à mettre en œuvre et à contrôler, ne serait-ce qu'en raison du fait qu'il existait alors d'importants stocks de farines animales dans les nombreuses exploitations agricoles présentes en Suisse, qu'elles soient bovines, porcines, avicoles ou mixtes, et que l'utilisation de telles farines serait demeurée licite pour l'alimentation des porcs et de la volaille, avec tous les risques de confusion et de méprise que cela comportait, voire même, dans les cas les plus graves, de fraude à la loi».

Sur cette base, la Confédération ne devrait donc prendre aucune décision qui soit susceptible d'être impopulaire, notamment auprès des milieux concernés. En plus les risques supposés et invéri-

même si à chaque étape de ses décisions successives pendant plus de dix ans, elle a dû corriger l'insuffisance notoire de ses décisions précédentes.

Il n'en reste pas moins que le comportement de la Confédération s'est profondément modifié depuis quelques années face à des menaces sanitaires du même type que l'ESB. Elle a réagi heureusement de manière beaucoup plus rapide et plus conforme au principe de précaution dans plusieurs situations identiques (le dernier exemple étant la grippe aviaire), une évolution qui n'est de loin pas étrangère aux lacunes dénoncées dans la gestion de l'ESB depuis 1988.

Uniterre et Agora

Pour clore le dossier

La fin de la procédure dans le dossier de la plainte ESB implique pour AGORA et Uniterre l'envoi d'un courrier personnalisé aux 2'206 agriculteurs-plaignants. Pour cela, le fichier d'adresses ouvert en 1997 sera utilisé, ce qui signifie que les changements ou les cessations d'exploitations intervenus depuis ne seront pas pris en compte. Cet envoi est prévu pour la mi-janvier 2007. Ce courrier va rappeler les principales étapes de la procédure et présenter un décompte financier résumé. A ce niveau, on peut dire aujourd'hui qu'il va rester un solde positif de l'ordre de Fr. 30'000.-, correspondant à un montant de l'ordre de Fr. 15.- par exploitant. Les chiffres exacts seront connus à fin 2006. Il sera proposé le choix de demander la restitution de ce montant (moyennant envoi d'un bulletin de versement à AGORA) ou d'accepter de laisser l'argent à disposition d'AGORA et d'Uniterre pour la création d'un fonds affecté plus spécialement au soutien de la production carnée en Suisse romande. Les deux organisations s'engagent ainsi à ne pas utiliser l'argent restant pour leur fonctionnement interne.

Uniterre et Agora

Puis l'incompréhension

Enfin, c'était l'incompréhension: le Tribunal considèrait en effet qu'il était justifié d'attendre que la preuve de l'insuffisance d'une décision fédérale soit dûment constatée, avant d'en prendre d'autres plus strictes et plus adéquates, même si les délais d'attente pouvaient atteindre plusieurs années comme dans le cas de l'ESB. Dans cette optique, la Confédération ne peut jamais se tromper,

Votre site internet!

Retrouver les éditos, les communiqués de presse ainsi que de nombreuses sources d'information sur : www.uniterre.ch

De cet exemple autrichien, Uniterre veut bien s'inspirer!

Une délégation suisse, dont des représentants d'Uniterre, s'est rendue en Autriche le 3 décembre pour assister à l'assemblée générale annuelle des producteurs de lait autrichiens.

Devant plus de 2'000 producteurs de lait de toute l'Autriche, le président M. Günzweil a pu tirer un bilan positif de l'année écoulée. Le travail continu de mobilisation et d'information sur les conséquences destructrices des prix bradés dans les supermarchés et l'arrêt des baisses de prix sont parmi les succès obtenus par IG-Milch.

Selon M. Halbmayr, responsable du projet «A faire Milch», le bilan de l'introduction de cette marque qui assure au producteur 10 cts d'€ supplémentaires au litre est positif, car il a permis de changer la mentalité de milliers de producteurs de lait. L'idée d'un prix équitable pour un aliment essentiel de qualité a fait son chemin. Par leur

engagement en fonction du prix. Pour 2007, IG-Milch veut doubler les ventes et devenir la marque de lait la plus connue en Autriche. Avec plus de 2000 points de vente, «A faire Milch» est aujourd'hui déjà le lait le plus largement distribué en Autriche.

Les représentants des mouvements de producteurs de lait européens présents ont mis l'accent sur le fait que les producteurs d'un pays ne pourront plus être mis en concurrence avec ceux d'un autre pays. Dans toute l'Europe les prix sont en-dessous des coûts de production et ne peuvent pas garantir l'avenir de la production. Les producteurs de lait refusent de devenir des esclaves modernes dépendant du marché mondial, tels que les producteurs de café ou de cacao. Si toutefois la régulation des quotas en Europe devait être supprimée d'ici 2015, la gestion des quantités de production devra se trouver en main paysanne et ne pourra être laissée à l'industrie laitière.



IG-Milch a réussi à réunir plus de 2'000 paysans à son assemblée générale; voilà longtemps que l'on ne voit plus cela en Suisse...

Le lait est devenu un thème important du débat public. Il y a deux ans le prix à l'étal avait baissé jusqu'à 59 cts d'€ et l'on faisait planer la menace de baisses supplémentaires. Aujourd'hui le niveau minimal de 75 cts d'€ a été accepté. Les producteurs ont pu récupérer 2 à 3 cts d'€ sur leur paie laitière, ce que confirment même les responsables des laiteries.

40 cts d'€uro: une nécessité

Pour l'année 2006, les experts prédisaient une chute de prix au niveau de 22,5 cts d'€ en raison des impératifs du marché libre. Aujourd'hui le prix se situe entre 28 et 30 cts d'€. Mais pour survivre les producteurs ont besoin d'un prix minimal de 40 cts d'€. Ce n'est pas une utopie, mais une nécessité. S'il faut avoir plus de 50 vaches pour survivre, il faut immédiatement inscrire 40'000 producteurs au chômage. Le consommateur est préoccupé par le maintien d'un paysage cultivé, une agriculture vivante et des emplois stables et c'est pour cette raison qu'il est prêt à payer un prix équitable. C'est le rôle d'IG-Milch d'assurer que cette hausse de prix dans le commerce aboutisse effectivement dans la poche des producteurs.

engagement infatigable, les producteurs peuvent démontrer de manière crédible qu'un prix équitable est indispensable pour maintenir une production locale typique.



Un emballage facilement reconnaissable pour le consommateur!

Avec plus de soixante mille litres vendus par semaine après 4 mois de campagne, la preuve a été donnée que le consommateur n'achète pas unique-



M. Halbmayr, du projet «Faire Milch» devant un des 2000 points de vente.

Dans cette perspective le regroupement des producteurs et la possibilité d'un arrêt de livraison comme moyen d'action ultime pour obtenir des meilleurs prix est indispensable.

2007 sera l'année des producteurs de lait. L'action déterminée et un but clairement défini mènent au succès comme l'illustre IG-Milch, cette organisation syndicale devenue incontournable au bout de seulement deux années d'existence.

Rudi Berli

DES VOEUX POUR 2007

Que faut-il souhaiter pour 2007? Il est vrai que la situation globale du secteur est difficile. Mais de nombreux signes encourageant ne doivent pas être passés sous silence sous prétexte que des menaces entourent le secteur. Les derniers contacts d'Uniterre ont permis de montrer que des collègues arrivent à maintenir le prix du lait (Canada) depuis des nombreuses années, voire l'augmenter de manière significative (Autriche) tout en couplant cette action à la création d'un syndicat important et revendicateur, en phase avec sa société. En Suisse, les projets d'agriculture contractuelle se multiplient et vont jusqu'à permettre à des jeunes de s'installer et de créer de nouvelles exploitations agricoles. Les voilà donc créateurs d'emplois qui sont rémunérateurs tout en contentant les consommateurs. Sur le marché mondial, les prix des matières premières agricoles sont en train de flamber. La «faute» à qui? Aux biocarburants et au climat. De nombreuses multinationales misent sur ce nouveau carburant et les marchés s'affolent... rien ne semble très maîtrisé et ils'agira pour le monde agricole de ne pas se faire marcher sur les pieds. Il n'en reste pas moins que l'adage «les prix vont baisser» a déjà fait long feu!!! Nous attendons toujours à ce propos des réponses de l'OFAG et/ou du Seco quant à nos demandes d'études (avec différents scénarii) qui projettent la Suisse agricole en 2030. Ce qui est sûr c'est que cette course au carburant «vert» redistribue les cartes, vu la concurrence directe entre aliment et carburant. Les conséquences au sud pourraient être dramatiques et auront inévitablement un impact au nord. Mais le corollaire c'est que la raréfaction des stocks de nourriture pourrait amener gouvernements et populations à revaloriser les produits agricoles et donc, notamment, y coupler un prix juste tout en repensant nos politiques agricoles. Il y a donc une part de bon dans l'avenir. Tous nos voeux d'optimisme pour 2007!

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ
026 913 79 84
swiss@animat www.animat.ca

INTERNATIONAL

L'Europe paysanne se retrouve

Deux délégués d'Uniterre se sont rendus à Bruxelles du 1er au 3 décembre afin de participer à l'AG de la Coordination paysanne européenne puis à une réunion des membres européens de La Via Campesina. Voici les points essentiels qui ont été abordés.

En tant que membre de la Coordination paysanne européenne (CPE), Uniterre était présent à Bruxelles. Entre situation financière difficile et réaffirmation de l'enjeu de l'espace géographique européen, c'est une assemblée dynamique composée de plus de 45 délégué-e-s provenant de 16 organisations membres qui s'est réunie.

la fin de l'année 2006. Pour le moyen terme, les organisations étant dotées d'une personne responsable de la recherche de fonds appuieront la CPE dans sa recherche.

Une des aspects clés du week-end a été d'étudier si la CPE pouvait s'élargir à d'autres organisations existantes sur le plan européen ou faire des alliances

qui se tiendra au Mali en février 2007 (nous en avons déjà parlé dans nos précédentes éditions), les commissions de travail internationales ainsi que la conférence à mi-parcours (chaque 2 ans) de La Via Campesina qui a eu lieu à Séville à la mi-décembre.

de développer des prises de position communes. Il faut reconnaître que ces commissions travaillent à ce jour de manière plus ou moins efficace. Les représentant-e-s des régions sont chargé-e-s d'animer et de faciliter le processus au niveau régional tout en participant aux rencontres internationales en y amenant le point de vue de leur région. Il est indispensable que ces commissions soient enrichies par l'apport des organisations régionales par exemple par le biais de séminaires ou autres activités. Afin de se rendre compte du travail des commissions en 2006, en voici les points clés. La *commission des droits paysans* a rencontré des rapporteurs spéciaux à l'ONU pour élaborer une «convention sur les droits des paysans» en cours de rédaction avec l'aide d'ONG. La *commission migrants et travailleurs agricoles* a été très peu active cette année, mais gageons qu'elle gagnera en importance en raison de l'imbrication entre paysannerie du sud, migrations et paysannerie du nord. La *commission souveraineté alimentaire* a apporté sa contribution à la préparation du forum au Mali, mais également à l'analyse des impacts des accords multilatéraux et bilatéraux. Elle a pour tâche de renforcer l'axe des alternatives au fonctionnement actuel du commerce mondial. La *commission biodiversité et ressources génétiques* a créé cinq groupes de travail afin d'affiner son travail: «brevet et biopiraterie», «semences et législation», «eau», «ressources génétiques et organisations internationales», «OGM». L'Europe réfléchit à la proposition de lancer un moratoire européen sur les OGM. Pour sa part, la *commission femmes* est en train de mettre en place une coordination européenne (voir notre édition du mois dernier). La *commission agriculture paysanne* est malheureusement très peu active. L'Europe veut remédier à cette faiblesse au vu de la nécessité d'approfondir cette notion. Enfin, la *commission réforme agraire et accès à la terre* aborde des aspects tels que l'installation, le droit foncier, la concurrence pour la terre, l'aménagement et la gestion du territoire. Il est prévu d'organiser une rencontre internationale en Andalousie en septembre 2007.

Délégation suisse au forum Nyeleni

Uniterre, Swissaid pour Alliance Sud et un projet d'agriculture contractuelle seront présents au forum sur la souveraineté alimentaire au Mali en février 2007 avec un-e délégué-e pour chaque organisation. Tel en a décidé le comité d'organisation européen du forum pour la souveraineté alimentaire qui se déroulera du 23 au 27 février 2007 au Mali. La délégation suisse sera chargée de communiquer les résultats du forum à son retour. Rendez-vous donc en mars.

Les enjeux d'une rencontre européenne des membres de La Via Campesina sont de relever les réalités spécifiques du continent et d'en tirer des axes d'actions. L'érosion du nombre de paysans en Europe nous amène à agir et communiquer de manière sensiblement différente que nos collègues du sud qui représentent parfois 70% de la population. Et ceci même si les objectifs que nous poursuivons sont les mêmes.

De plus, si la Suisse n'est pas membre de l'Union européenne et ne pèse pas lourd dans les marchés agricoles, il en est autrement de l'Europe des 27 qui joue un rôle majeur dans le commerce international. Les décisions prises par l'Europe quant à son positionnement dans le commerce mondial influence la vie de millions de paysans au delà des frontières européennes. Il est donc important que les organisations paysannes européennes membres de La Via Campesina puissent influencer la politique européenne.

Des commissions de travail

Afin d'être une force de propositions, La Via Campesina a mis sur pied sept commissions thématiques: biodiversité et ressources génétiques, femmes, souveraineté alimentaire et commerce, réforme agraire et accès à la terre, agriculture paysanne, droits paysans, migrants et travailleurs agricoles. Uniterre est fortement intéressé par le travail des différentes commissions.

Ces commissions sont composées de représentant-e-s (organisations) de chaque région du monde et permettent

de développer des prises de position communes. Il faut reconnaître que ces commissions travaillent à ce jour de manière plus ou moins efficace. Les représentant-e-s des régions sont chargé-e-s d'animer et de faciliter le processus au niveau régional tout en participant aux rencontres internationales en y amenant le point de vue de leur région. Il est indispensable que ces commissions soient enrichies par l'apport des organisations régionales par exemple par le biais de séminaires ou autres activités. Afin de se rendre compte du travail des commissions en 2006, en voici les points clés. La *commission des droits paysans* a rencontré des rapporteurs spéciaux à l'ONU pour élaborer une «convention sur les droits des paysans» en cours de rédaction avec l'aide d'ONG. La *commission migrants et travailleurs agricoles* a été très peu active cette année, mais gageons qu'elle gagnera en importance en raison de l'imbrication entre paysannerie du sud, migrations et paysannerie du nord. La *commission souveraineté alimentaire* a apporté sa contribution à la préparation du forum au Mali, mais également à l'analyse des impacts des accords multilatéraux et bilatéraux. Elle a pour tâche de renforcer l'axe des alternatives au fonctionnement actuel du commerce mondial. La *commission biodiversité et ressources génétiques* a créé cinq groupes de travail afin d'affiner son travail: «brevet et biopiraterie», «semences et législation», «eau», «ressources génétiques et organisations internationales», «OGM». L'Europe réfléchit à la proposition de lancer un moratoire européen sur les OGM. Pour sa part, la *commission femmes* est en train de mettre en place une coordination européenne (voir notre édition du mois dernier). La *commission agriculture paysanne* est malheureusement très peu active. L'Europe veut remédier à cette faiblesse au vu de la nécessité d'approfondir cette notion. Enfin, la *commission réforme agraire et accès à la terre* aborde des aspects tels que l'installation, le droit foncier, la concurrence pour la terre, l'aménagement et la gestion du territoire. Il est prévu d'organiser une rencontre internationale en Andalousie en septembre 2007.

Nous espérons que sur certains aspects concrets, Uniterre pourra apporter ses compétences. Avis aux amateurs!

Valentina Hemmeler

CD de musique, 21 artistes pour la souveraineté alimentaire et La Via Campesina, 32.-, disponible au secrétariat ou sur www.uniterre.ch



Le bureau de la CPE: Geza Varga-Hongrie, Ingeborg Tangeraas-Norvège, Xosé Ramon Cedan-Espagne, René Louail-France.

La première soirée a été consacrée à un tour de table des principales priorités des organisations présentes. Celles-ci se résument ainsi: luttes pour les prix et les emplois agricoles (familles paysannes et employé-e-s), réforme de la PAC/PA 2011, lait, vin, ressources naturelles, biocarburants, semences et OGM, accès à la terre, souveraineté alimentaire. Ce qui confirme les nombreux intérêts communs entre nos organisations et donc la réalisation possible de campagnes communes de communication et d'actions sur le continent européen.

Vers de plus larges alliances?

La seconde journée a permis d'aborder le fonctionnement même de la CPE, sa situation financière, sa structure actuelle et les alliances possibles au futur. Pour toutes les organisations présentes, la nécessité d'agir au niveau du continent européen a été réaffirmée. Nous nous devons d'être actifs au niveau des politiques agricoles et des marchés européens ainsi que d'être en mesure d'apporter la voix des organisations paysannes européennes au niveau mondial au sein de La Via Campesina.

Il n'en demeure pas moins que la CPE vit une situation financière difficile qui doit être redressée. A court terme, les cotisations 2007 seront versées d'ici à

ponctuelles. Un groupe de travail composé du bureau exécutif de la CPE, de représentant-e-s de la COAG et du SOC (2 organisations espagnoles membres de La Via Campesina mais pas de la CPE) ainsi que des deux représentant-e-s européens au comité de La Via Campesina aura comme mandat de chercher à concrétiser des alliances durables avec des organisations proches de la CPE et de proposer une nouvelle forme de structure européenne qui regrouperait toutes ces forces. Une prochaine assemblée fera le point vers le mois de juin 2007. Les organisations de la CPE se sont clairement prononcées en faveur d'une force unie sur le plan européen qui défend des objectifs tels que la mise en application de la souveraineté alimentaire, l'augmentation des revenus et du nombre de paysans.

Enfin, afin d'alléger dans les prochains mois la tâche d'un bureau de 4 personnes déjà largement sollicité, celui-ci pourra plus largement faire appel à des personnes ressources dans les organisations membres de la CPE pour préparer un dossier.

La Via Campesina

La réunion de La Via Campesina s'est déroulée le troisième jour et a permis de faire le point sur différents sujets: le forum sur la souveraineté alimentaire

UNION EUROPEENNE

Accord de libre-échange sous la loupe

Une journée d'information a été organisée mi-décembre par Agora et Agridea. Différents acteurs du secteur agro-alimentaire étaient présents à Changin afin d'éclairer le public sur leurs prises de position quant à un rapprochement avec nos voisins européens.

C'est une journée intéressante à laquelle une quarantaine de personnes ont pu assister à Changin le 14 décembre dernier. Si elle n'a pas pu répondre aux nombreuses interrogations, elle a permis d'éclairer certaines zones d'ombre, d'avoir des échanges vifs et de révéler quelques aspects clés des enjeux. Les intervenant-e-s provenaient de la production (producteurs de viande et arboriculteurs), de la défense professionnelle (USP), de l'administration (OFAG et bureau d'intégration), de l'amont (Fenaco), de la transformation et de la distribution (Coop).

Il y a les pour...

Le représentant du bureau de l'intégration a plaidé en faveur de cet accord de libre-échange qui s'intègre à la stratégie de la Suisse qui se rapproche de l'Europe, mais par étape. Il est nécessaire de renforcer les relations contractuelles entre la Suisse et l'UE. Par contre, un des inconvénients de la voie bilatérale, c'est que pour rester compétitif, il est nécessaire de s'adapter aux lois européennes tout en n'ayant pas la possibilité de contribuer à leur élaboration. De plus, si la voie bilatérale a pu sembler moins coûteuse que l'adhésion, il faut s'attendre à terme, à ce que cette dernière se révèle moins dispendieuse en raison de la diminution de la cote-part de chaque membre. Enfin il demeure un risque que l'UE se lasse de l'exercice qui consiste à formuler des recettes qui conviennent à la Suisse alors qu'elle doit gérer, dès janvier 2007, 27 membres.

L'Office fédéral de l'agriculture soutient également la conclusion d'un accord. Selon lui, il ne faut pas limiter l'analyse à la situation présente, mais être capable de se projeter dans une dizaine d'années, lorsque l'accord pourrait entrer en vigueur. Selon l'Office, il n'est pas possible de rester au statu quo. Se rapprocher de l'Europe, notre principal client et fournisseur, plutôt que de se retrouver seul dans les accords multilatéraux de l'OMC (le G10 bat de l'aile), est ce qui peut nous arriver de mieux. De plus, l'économie fait pression pour conclure des accords de libre-échange afin de faciliter le commerce et l'UE paraît être la meilleure option. Le tourisme alimentaire qui fait perdre 2 milliards chaque année (source: Coop (!)...) au secteur agro-alimentaire pourrait diminuer en cas d'accord. Enfin, au contraire d'une adhésion pure et simple, il permettrait de maintenir une politique agricole suisse et notamment le niveau des paiements directs.

Au niveau de la production, la filière enthousiaste à un accord est celle des producteurs de porcs. Suisseporcs a fait un véritable plaidoyer pour un accord en prenant exemple sur l'Autriche et les chances que nous pourrions avoir dans les exportations à destination de notre premier client. La consommation de porc stagnant en Suisse, il est nécessaire de trouver de nouveaux consommateurs, plus friants de viande et plus nombreux, au delà de nos frontières.

En raison des paiements directs, les zones de collines et montagne seraient moins touchées que la plaine. Celle-ci subirait de plein fouet la baisse des prix alors que la faible part des paiements directs ne permettrait pas d'amortir le choc. Selon l'USP, deux conditions sont indispensables à la faisabilité d'un tel accord: des coûts de production au niveau européen et le fait que les produits agricoles suisses puissent être écoulés à des prix situés entre 5 et 20% plus

avantages possibles (subventionnement de l'industrie du premier échelon). La Fenaco rappelle également que nous avons pris l'option de produire de manière plus écologique et nous nous sommes donc peu à peu éloignés de la productivité européenne.

Commentaires

L'Autriche a une fois de plus été citée comme exemple de réussite. Mais certains ont admis que cela était dû à une adhésion et non à un accord de libre-échange. En fait, ce qui a largement été présenté c'est l'augmentation des exportations autrichiennes vers l'Europe. Mais à aucun moment, les prix des produits exportés n'ont été abordés. Or il nous paraît impossible d'apprécier une réussite au nombre de kilos de marchandise exportés si l'on ne sait pas à quel prix ils ont été vendus. Nombreux sont ceux qui ont soulevé la problématique des salaires suisses. Fenaco a cité la reprise économique en Suisse qui les oblige à payer leurs employés au même niveau que des entreprises suisses comparables. Les salaires ont donc plutôt tendance à suivre une courbe ascendante alors que pour être compétitifs avec l'UE, ceux-ci devraient baisser de 30% environ. Seule la distribution estime que la main-d'œuvre suisse est compétitive en raison du bon niveau de formation, des charges sociales plus faibles qu'en UE et du nombre d'heures de travail plus élevé. Il faut préciser que Coop a supprimé 5'000 emplois en deux ans dans son entreprise afin d'être plus productif. Pour les producteurs, si la baisse des coûts pour les intrants (pesticides, machines, fourrages) peut être une petite économie, ils resteront néanmoins contraints de payer les assurances, leurs banquiers et architectes aux prix suisses. Or c'est ces secteurs de services qui hurlent au loup quand on parle d'adhésion à l'Europe, mais qui font pression pour la conclusion d'un accord de libre-échange agricole avec l'Europe. Etrange non? N'en déplaise à ces derniers, l'agriculture n'est pas le seul secteur qui bénéficie d'une protection (brevets, lois sur les banques, etc.).

De là à appeler à une adhésion à l'UE plutôt qu'à un accord sectoriel, il y a un pas que plusieurs intervenants étaient prêts à franchir. L'adhésion pure et simple semble faire moins peur qu'un accord sectoriel. Mais cette variante devrait être étudiée bien plus en détail pour voir si le jeu en vaut la chandelle.

Valentina Hemmeler



Le tourisme alimentaire a souvent été évoqué pour justifier un accord de libre-échange. Les chiffres sur lesquels se base toute la filière sont ceux de la Coop...

Quant à la Coop, qui représentait les distributeurs et les transformateurs (!), l'accord de libre-échange doit permettre de renforcer notre compétitivité et d'essayer de réduire le tourisme alimentaire afin de garder un maximum de parts de marché en Suisse. Cet accord permettrait de réduire les coûts du secteur agricole, notamment ceux des fourrages. Comme plusieurs intervenants, Coop a souligné que la viande serait le secteur clé de l'accord, cette production étant un élément déterminant de la consommation.

... les mitigés...

L'Union suisse des paysans ne s'est jamais opposée, ni n'a soutenu sans réserve un accord avec l'UE. Traversée par de nombreuses tendances, la faitière agricole se livre à un exercice d'équilibre. Les points positifs seraient la possibilité de bénéficier d'un marché de 450 millions de consommateurs et de réaliser des réductions de coûts de production; à la différence d'un accord au sein de l'OMC qui nous plongerait dans le marché mondial sans en retirer aucun avantage. Mais de manière générale, l'USP reste très sceptique car bien peu de questions ne trouvent réponse.

haut qu'en Europe (swissness).

... et ceux qui sont contre

Les arboriculteurs ont dit tout le mal qu'il pensait de cet accord qui serait synonyme de faillite pour les 3'000 producteurs; «la pire des variantes». Pour ce secteur de production, l'un des postes de coûts le plus important est celui de la main-d'œuvre (40 à 60% des coûts). Pour être compétitifs, ils devraient disposer d'employés qualifiés au salaire européen (7 € de l'heure en Autriche par exemple...). De plus, la politique agricole commune européenne offre des subventions importantes, jusqu'à 50% des coûts, pour la construction d'infrastructures de transformation (lieu de stockage, pressoir, etc) ce qui n'est pas notre cas. Ces avantages ne seraient pas compris dans l'accord alors qu'il faut s'attendre à une baisse des parts de marché et à une forte réduction des prix (50 à 60%).

Aux producteurs de fruits sceptiques s'ajoutent la Fenaco qui s'oppose clairement à l'accord de libre-échange, mais qui serait prêt à se fondre dans l'Europe pour affronter ses défis tout en bénéficiant pleinement de tous les

LA VIE DES SECTIONS

A Genève les dindes, le label Terre Avenir et la politique agricole sont au coeur du débat

La section genevoise d'Uniterre s'est réunie le 5 décembre. Le premier sujet abordé a été la décision en juin de Micarna de ne plus abattre de dinde suisse et de la supprimer ainsi de ses étalages à partir de début 2007, mettant 52 producteurs sur le carreau. Une fois de plus, l'hypocrisie du grand distributeur saute aux yeux. En effet, en dépit de ses efforts de commercialiser une image de proximité - «de la région» - le grand distributeur met les consommateurs et les producteurs devant les faits accomplis de sa stratégie commerciale. Cette logique répond à la responsabilité politique de l'OFAG, qui par la suppression des quotas d'importation liés à la quantité d'animaux abattus dans le pays, a dérégulé le marché. La Confédération encaisse parallèlement les sommes des droits d'importation mis aux enchères, sans retourner ces montants à la profession. Les producteurs sont doublement perdants.

Mais l'exemple des producteurs de lait

autrichiens et de leur lutte pour imposer des prix minimum aux étalages pour mettre fin aux bradages ainsi que pour obtenir des prix équitables par la mise sur le marché de leur propre marque «A faire Milch» montre toute l'importance du travail médiatique dans nos rapports de force avec les grands distributeurs. Car aujourd'hui ceux-ci ne vendent plus simplement de la nourriture mais des images, des identités et des rêves et sur ce plan-là les paysans peuvent être extrêmement efficaces en tant que vecteurs d'images qui peuvent être ou positives ou négatives.

Dans la perspective similaire d'une offensive sur le plan d'un marketing équitable, Genève possède depuis quelques années un label unique au monde «Genève Région Terre Avenir»; un label de transparence, de proximité et d'équité. Ce label, outil de promotion de la souveraineté alimentaire, suscite de l'intérêt largement au-delà de nos frontières. Le seul hic, et ce n'est pas

le moindre, c'est que les conditions de rémunération équitable, pourtant inscrites, ne sont nullement remplies; les prix étant aussi bas qu'un produit sans ce label. A croire cette situation, les prix pratiqués dans le marché seraient corrects, les paysans auraient des revenus comparables aux autres secteurs économiques et les jeunes se bousculeraient dans les campagnes pour reprendre les fermes. Mais malheureusement la réalité actuelle est encore celle des fermes qui disparaissent, des heures de travail qui s'accumulent et de la pression constante sur les prix aux producteurs. Dans la perspective de la journée du 17 avril, journée internationale de lutte paysanne, et afin de pouvoir réaliser l'année prochaine une véritable action de promotion pour ce label et tout son contenu, les filières sont donc invitées à se réunir afin de définir des prix rémunérateurs en dessous desquels il n'y a pas de rémunération équitable. Et donc que les conditions du label ne sont plus remplies.

En dernier lieu la section a discuté de la suite à donner à la puissante manifestation paysanne de novembre 2005 à Berne. En effet, la machine de destruction de l'agriculture PA 2011 avance malgré l'échec de l'OMC et malgré les signes d'essoufflement de l'idéologie libérale. Alors que la délocalisation générale et les conséquences d'une exploitation démesurée des ressources commencent à être perçues comme des enjeux absolument incontournables pour l'avenir, le gouvernement fait la sourde oreille et veut continuer à laminer la production agricole, premier échelon indispensable de création de richesses.

La pétition contre la PA 2011 et contre la destruction de 30'000 fermes est un premier pas important, mais il faut aller plus loin et construire un regroupement de forces capable de placer le débat sur l'avenir de l'agriculture au coeur du débat public et des choix de société.

*Pour la section genevoise
Alexis Corthay et Rudi Berli*

NEUCHÂTEL

Lopin bleu: deuxième édition

Pour la deuxième année consécutive l'association du Lopin bleu a distribué ses paniers lors du Marché de Pierre-à-Bot à Neuchâtel. Mis sur pied par quatre organisations: Bio Neuchâtel, Rétropomme, Magasin du Monde et Lopin bleu, le marché s'est déroulé sous le signe de la complémentarité et de l'échange pour le plus grand plaisir de chacun.

Le nombre de 155 paniers vendus en 2005 a doublé cette année et c'est plus de 320 paniers qui ont été distribués les 25 et 26 novembre à Pierre-à-Bot. L'équipe du Lopin bleu qui peut maintenant s'appuyer sur un peu plus d'expérience, a pu pleinement apprécier l'organisation impeccable de la distribution et du marché.

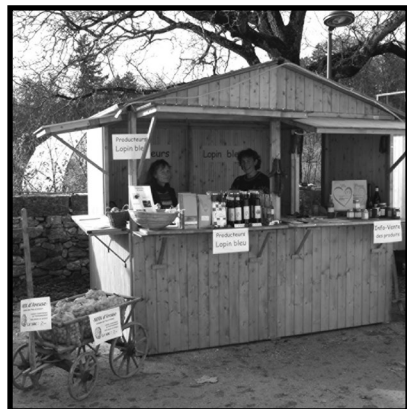
L'association du Lopin bleu a non seulement distribué ses paniers, mais a également tenu un stand. Etoffé des produits des agriculteurs membres de l'association, celui-ci a attiré une foule de personnes. Il a permis de faire connaître les produits de la région aux visiteurs venant simplement flâner et de compléter les paniers. En plus, chacun a pu se réjouir en découvrant en primeur le contenu des paniers 2007. Autant dire que toute l'équipe du Lopin bleu, tant les consommateurs que les producteurs, y ont mis toute leur énergie.

Paniers 2007

Tout comme le nombre d'agriculteurs impliqués dans la démarche (12 pour la prochaine édition), l'offre des paniers s'étoffe. Aux paniers «Classique» et

«Découverte» vient se joindre le «P'tit panier». Plusieurs consommateurs ont en effet souhaité avoir un panier dont la quantité peut permettre à une personne seule de se joindre à la démarche, sans se retrouver envahie de denrées.

Les différentes organisations se préparent déjà pour le marché de l'an



Stand du Lopin bleu

prochain qui aura lieu à la même période. Cette manifestation ne demande qu'à prendre de l'ampleur et à s'installer dans les mœurs neuchâtelaises.

Solidarité paysanne

L'organisation se réjouit de pouvoir proposer, comme mentionné dans sa charte, des produits tant bio que PER et même Demeter pour le vin. Cette particularité permet aux agriculteurs qui pratiquent différents modes de production de se rencontrer et d'échanger. C'est l'occasion de remarquer que son collègue bio, PER ou autre met du coeur à son travail et est motivé par la démarche et le message qu'elle véhicule. Les agriculteurs se retrouvent ainsi en étroite collaboration avec collègues et consommateurs. De plus, l'agriculture contractuelle soulève une foule de questions. En cas de mauvaises récoltes comment compenser le manque? Par la production d'un collègue plus chanceux, par un autre produit pour lequel la météo aura été plus profitable? Ou faut-il rembourser les consommateurs? Faut-il étendre les possibilités de distribution? Bref, des réflexions où il fait bon être plusieurs pour y réfléchir et où...l'on apprécie son voisin.

Valérie Thiébaud

Les paniers 2007 sont les suivants

«Classique» à fr. 130.- d'environ: 5 l. jus de pommes, 1 kg farine de seigle, 5 kg pommes de terre, 500 g miel, 0,5 l huile de tournesol, 1,5 l huile de colza, 1 kg noix, 3 l jus de raisin, 1 kg oignons, 1 kg farine de blé, 1 bt Pinot Gris, 300 g gruyère.

«Découverte» à fr. 70.- d'environ: 0,5 kg farine de sarrasin, 2,5 dl huile de pavot, 35 cl raisiné, 33 cl bourru, 0,5 kg épeautre en grain, 2 dl confiture de lait, 1 dl huile de noix, 60 g nillon, 1 saucisse sèche de mouton

«P'tit panier» à fr. 50.- d'environ: 1 l de jus de pommes, 28 cl de raisiné, 500 g de miel, 1 l huile de colza, 1 kg de farine de blé, 200 g de gruyère.

Les quantités sont indicatives.

Contact: info@lopinbleu.ch

3 ORGANISATIONS S'UNISSENT POUR SOUTENIR LES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES...

Uniterre, Unia et la FRC se sont retrouvés pour une action auprès du public le jeudi 14 décembre de 18h à 20h dans les rues marchandes de Fribourg. Les syndicats paysans, ouvriers et les consommateurs se sentent concernés par la disparition progressive de certaines filières en Suisse. A cette occasion, ils offrent de l'information et du poulet fermier grillé aux passants. Pour leur alimentation, les consommateurs tiennent à avoir le choix, notamment celui de produits de proximité issus de nos filières agricoles. Ce n'est pas aux distributeurs de décider du maintien ou de la disparition de pans entiers de l'agriculture suisse, et donc de l'offre disponible. Comme lorsque Micarna réduisit la palette de choix du consommateur en renonçant, plusieurs années après Coop, à la filière «dinde suisse»! A moins d'une solution de dernière minute, ce produit risque de ne plus être proposé au consommateur via les grands distributeurs.



A la rue de Romont à Fribourg, FRC, Unia et Uniterre informent les passants.

Le remplacement des productions dans notre pays par des importations pose de nombreuses questions environnementales, sociales et de protection des animaux. Quelles sont les conséquences du transport de produits sur des milliers de kilomètres? Comment garantir la traçabilité et la sécurité alimentaire dans ces conditions? Si le prix des produits est un facteur qui influence le choix, il n'est de loin pas le seul facteur de décision. Rappelons que la population suisse a exprimé plusieurs fois l'exigence d'une production agricole respectueuse des animaux et de l'environnement. En Suisse l'importance économique des filières de production n'est pas négligeable. Selon l'Office fédéral de l'agriculture, 10% (360'000 personnes) de la population active travaille dans le secteur agro-alimentaire. La disparition d'une production agricole ne touche donc pas que les paysan-ne-s – près de 92'000 personnes dans environ 60'000 exploitations agricoles - mais toutes les personnes qui travaillent en amont et en aval de l'agriculture: comme les employé-e-s des entreprises d'aliments pour bétail, des industries de transformation et du commerce de détail.

Uniterre, Unia et la FRC appellent au maintien de filières agricoles et agro-alimentaires en Suisse afin :

- De permettre aux consommateurs qui le souhaitent de pouvoir choisir des produits de proximité.
- De garantir la traçabilité de la «fourche à la fourchette», c'est-à-dire de savoir comment, par qui et où a été produit ce que nous mangeons.
- De garder une économie locale vivante en maintenant des emplois rémunérateurs dans les différents maillons de la chaîne agro-alimentaire.

AG DE LA PLATE-FORME POUR UNE AGRICULTURE SOCIALEMENT DURABLE

La plate-forme vous invite à son assemblée générale:

le 11 janvier 2006 à 13h à l'hôtel Berne, Zeughausgasse 9, Berne

13h00 Assemblée Générale ordinaire:

- Bienvenue
- Rapport du Président et du secrétariat, vote
- Les comptes et décharge, budget, vote
- Election du comité, de la nouvelle présidence et des vérificateurs-trices.

14h00: Présentation par John Dupraz, vice-président de l'USP et Conseiller national radical, de son travail et rapport au sein de la Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales du Conseil de l'Europe. Discussion.

15h30: Pause

16h00: Point de presse (présentation de la nouvelle présidence de la Plateforme, conditions de travail dans l'agriculture – familles paysannes et employé-e-s agricoles – dans le cadre de PA 2011).

17h00: Débat PA 2011; Est-ce que PA 2011 va améliorer, du point de vue de la durabilité, le bilan social? Quelle est la situation sociale des familles paysannes et des ouvriers agricoles et comment va-t-elle évoluer ?

Avec: Valentina Hemmeler-Uniterre, un-une représentant-e d'Economie Suisse, Alain Berset, Conseiller aux Etats socialiste-commission économie et redevances, John Dupraz, vice-président de l'USP et Conseiller national radical, Hans-Ueli Scheidegger-Unia, Willy Streckeisen, président de la Plateforme pour l'animation du débat.

Dans l'attente de vous rencontrer nombreuses et nombreux.

COMMISSION INTERNATIONALE D'UNITERRE

La commission internationale d'Uniterre vient d'être admise comme 46ème organisation membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC). La FGC joue le rôle d'interface entre les associations membres et les collectivités publiques genevoises. Ses partenaires privilégiés et principaux bailleurs sont la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), l'Etat et la Ville de Genève, Plan-les-Ouates, Vernier et encore une vingtaine de communes genevoises, qui choisissent également de financer des projets par le biais de la FGC. La commission internationale a souhaité dès ses débuts être membre de la FGC afin de pouvoir soutenir des projets de nos collègues paysans du sud (voir par exemple le projet en Indonésie présenté dans notre édition précédente). Cela nous permet également d'avoir des moyens pour informer plus largement sur la situation que vivent nos collègues du sud, de relayer leurs attentes auprès des bailleurs, de favoriser les échanges entre organisations et de donner une place plus grande à la voix des paysans dans la coopération. Nous avons déjà soutenu un projet sur les OGM et sur la protection des semences. Un projet touchant à la réforme agraire est en cours d'analyse. La commission internationale est une section d'Uniterre dont le siège est à Genève et la gestion financière est séparée des comptes d'Uniterre. Le travail effectué pour la commission est également calculé à part. Par contre, les orientations de la commission se prennent en accord avec le comité directeur d'Uniterre. pour plus d'informations: r.berli@uniterre.ch et aussi: www.fgc.ch